L'ABEILLE.

PUBLIÉE ET IMPRIMÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

VENDREDI MATIN, 24 MAI 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

ERRATA.

Dans notre article d'hier sur la malpropreté des rues, 2me. paragraphe, 6e. ligne, au lieu de l'*inutilité* lisez : l'*utilité*.

Dans le P. S. du même article, au lieu de cette phrase qui n'a aucun sens : *Mais la pluie ne vient pas tous les jours, et nettoie et bien &c.*, lisez : "Mais la pluie ne *revient* pas tous les jours, et si, bien, les ordures et les malpropretés dans les rues :"

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 24 mai.

Le *Mercantile-Advertiser* d'hier en répondant à l'article d'un "Créole" inséré dans notre feuille de mercredi, prétend que cet article est de nous et que nous avons voulu nous déguiser sous cette signature. Si l'écrivain du *Mercantile* veut se donner la peine de venir chercher lui-même à notre bureau le nom de l'auteur de la communication dont il parle, il acquerra la preuve que nous n'avons point usé de subterfuge ; ce moyen serait plus digne du *Mercantile* que de nous.

Le *ticket* suivant pour la nomination des Directeurs de la Banque Commerciale de la Nouvelle-Orléans sera généralement soutenu :

Wm. G. Hewes	J. Arceuil
J. McKenna	Samuel Spotts
Wm. L. Robeson	C. Genois
J. W. Zacharie	Wm. Buttle
Chs. De Blanc	Félix de Armas
Thomas Duplessis.	

Autre ticket :

Wm. G. Hewes	J. Arceuil
J. McKenna	Joshua Baldwin
Wm. L. Robeson	Thomas Duplessis
Félix de Armas	C. Genois
J. W. Zacharie	Joseph Lalande.

Autre ticket :

Wm. M. Beal	Glendy Bucke
Wm. A. Gasquet	Jacques Vienne
J. B. Blache	P. S. Newton
Wm. L. Robeson	B. Z. Canonge
R. G. L. De Peyster	Thos. Duplessis
S. B. Slocomb.	

La malle du nord nous a apporté hier des journaux de New-York du 7 du courant ; ils n'annoncent aucun arrivage d'Europe, mais les feuilles de Baltimore donnent des nouvelles de Buénos-Ayres du 17 *mars*, reçues par le brick *Mentor*.

Un grand nombre de documens venus des provinces de l'intérieur de la république Argentine ont été publiés sur l'entreprise projetée contre les Indiens. Le gouvernement de la province de San-Juan a adressé à la chambre des représentans un mémoire dans lequel il fait le détail des malheurs auxquels les incursions des Indiens du sud ont exposé les autres provinces, surtout San-Luis et Cordova, où ils ont commis les plus horribles dévastations, et où le succès a ajouté à leur audace. Les scènes sanglantes qui s'y sont passées ont couvert de deuil les habitants, paralysé le commerce, arrêté les communications, &c. Le mémoire conclut en disant que l'honneur de la république, la prospérité des citoyens, et l'humanité exigent qu'un grand effort soit fait pour écraser les barbares ; et que déjà la chambre des représentans de la province de Mendoza a autorisé le pouvoir exécutif à agir dans le sens du grand projet dont on s'occupe, &c. &c.

En recevant ce mémoire, la chambre des représentans de San-Juan a rendu un décret qui autorise le pouvoir exécutif à coopérer à l'expédition contre les Indiens, et invite le brigadier Juan Facundo Quiroga à prendre le commandement des troupes. Le gouvernement de Mendoza lui a fait aussi la même invitation dans des termes pressants. Lui disant que les deux provinces, que sa bravoure a arra[illegible] entièrement à la tyrannie domestique, sont maintenant [illegible] en obligé de renoncer à ses projets de [illegible] commandement ; il a publié une circulaire [illegible] de la république, annonçant qu'il a pris la [illegible] sauver les deux provinces qui l'ont choisi et celles qui [illegible] ront, ou de tomber avec elles. Il a dû commencer sa campagne vers la fin de février.

Les gouvernemens de San-Juan et de Mendoza ont adressé aussi une circulaire aux autres provinces de la république pour les engager à aider à la cause commune. Cuyo, de Rioja, de Tucuman et de Catamarca ont répondu à cette circulaire en promettant de contribuer de tout leur pouvoir à cette expédition, et en même temps, ils ont publié dans le même sens d'énergiques proclamations aux habitants de leur juridiction.

Le 19 après midi, le général Quiroga a passé en revue, à San-Juan une partie des troupes qui composent son armée, laquelle prend le nom d'*armée des Andes*. Immédiatement après la revue les troupes, se sont mises en marche pour se rallier à la division qui va s'avancer contre les *Indiens*. Dans sa proclamation, le *général* dit aux troupes que la campagne actuelle n'est pas dirigée contre des frères révoltés, mais contre un barbare et féroce ennemi, à l'*extermination* duquel l'honneur de la république est engagé.

Ainsi, on le voit, d'un bout à l'autre du continent c'est la même rage d'extermination dirigée contre cette pauvre race indienne; mais surtout dans la partie de l'Amérique dont il s'agit ici, la haine qui sépare les deux populations ne s'éteindra que dans le sang de l'une ou de l'autre. On se plaint des dépradations des Indiens—Sans doute il est malheureux que les descendans des conquérans paient les crimes de ceux-ci; mais en lisant l'histoire, on comprend on pas que cette pauvre race indienne, tant persécutée, tant brûlée, tant assassinée, et presque anéantie, avait, avant d'entrer tout à fait dans le tombeau, de sanglantes représailles à exercer? Le ciel pouvait-il laisser toujours impunies, toujours sans vengeance, d'aussi épouvantables boucheries que celles que les conquérans du nouveau-monde ont faites de la population indienne! Et maintenant, au lieu de parsonner à ces malheureux égarés par la fureur, au lieu de les éclairer pour leur faire tomber le couteau des mains, on parle de les exterminer !

Dans le but de parvenir plus promptement à cette fin, le gouvernement buénosayrien a ordonné au département topographique de dresser une carte générale du pays, qui puisse servir de base à la campagne dont il s'agit. M. Arcenales a remis cette carte au général Rosas, compilée et composée avec le plus grand soin; il résulte de l'examen qu'on en a fait que de vastes portions de terre de la plus grande fertilité, appartenant à la république Argentine, sont restés jusqu'ici à peu près inconnues et servaient d'asyle aux débris de la population indienne; mais désormais, c'en est fait; elle sera poursuivie jusque dans son dernier refuge: il faudra qu'elle périsse tout entière, ou qu'à son tour elle extermine les exterminateurs. Ces territoires inaccessibles à la population espagnole possèdent, dit-on, un climat généreux, d'excellents pâturages, et abondent en rivières et en lacs. Haro, cupidité humaine, hâte sur cette nouvelle proie, va la dévorer, et commence par la baigner de sang !

Par un décret du 23 février, le gouvernement argentin accepte la démission de M. Joseph Ceferino Lagos, ministre des finances, et nomme pour le remplacer provisoirement le ministre de l'intérieur, M. Victorio Garcia de Zuniga.

Les derniers journaux reçus de Montevideo contiennent le message du président Rivera à la législature. Le langage du président est loin d'être rassurant ; selon lui, la guerre civile est probable, et le pays souffre d'un embarras pécuniaire, résultat de la révolution de juillet dernier. D'un autre côté, il paraît que les relations de cet état avec la république Argentine et l'empire du Brésil ne sont pas satisfaisantes. Le président en appelle au peuple pour défendre l'autorité légale.

Des lettres particulières de Montevideo disent que les emigrants de la république Orientale se combinent sur les frontières du Brésil avec d'autres forces; que le général Lavalleja est parti de Buénos-Ayres pour venir prendre le commandement de ces troupes ; qu'elles vont commencer immédiatement leurs opérations contre don Frutuoso Rivera; et que le colonel brésilien Bentos Gonsalvo serait déclaré qu'il prendrait parti avec Lavalleja.

Le président Rivera se disposait à partir de Montevideo pour réunir des troupes dans les districts ruraux, et à [illegible]

M. Gabriel Antoine Pereira, président du sénat. On dit aussi que la citadelle de Montevideo et plusieurs autres points ont été fortifiés.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 23 mars.

—La *Sentinelle genevoise* annonce l'ouverture de la diète extraordinaire à Zurich, le 11 mars; dix-sept états et demi y ont envoyé leurs députations. Après le discours d'ouverture du président de la diète, on a fait lecture d'une déclaration des cantons dissidens, au nombre de trois cantons et deux demi cantons. Dans ce document les dissidens déclarent qu'ils ont vu avec une profonde douleur enfreindre le pacte du 7 août 1815, qui détermine les droits et les devoirs des états confédérés, et auxquels ils sont fermement attachés. Les cinq états ne pensent pas que la conférence puisse désavouer les principes qu'elle a elle-même proclamés, et rompre les traités qui garantissent l'intégrité de territoire suisse et sa neutralité perpétuelle. Ils pensent qu'aucun nouveau membre ne peut être admis dans l'alliance que de consentement unanime de ceux qui la composent, et ils ne consentiront pas à l'admission de Bâle-campagne. Leur détermination est prise, et, considérant comme contraires au pacte les résolutions de la diète, ils ne consentiront pas à ce que leurs députés y siégent avec ceux de la campagne de Bâle ni ceux des districts extérieurs de Schwitz.

L'assemblée a décidé par treize demi-voix de déposer ad *acta* la déclaration arrivée de Schwitz, et d'après le contenu du pacte de 1815, d'inviter sérieusement les états absens à remplir leurs devoirs fédéraux, notamment d'envoyer leurs députations à la seule diète légale.

Dans la séance du 12 mars, la députation du Vallais remit une motion que les députés de la campagne de Bâle ne soient pas admis en diète, et que les décisions des 14 et 15 octobre demeurent suspendues jusqu'à ce qu'il ait été fait des tentatives sérieuses pour la réunion des deux parties du canton. Onze états ont déclaré ne pouvoir prendre cette motion en considération et s'en tenir purement et simplement aux décisions antérieures. Glaris a proposé, puisqu'on n'avait pas obtenu la majorité voulue par le réglement, la chose fût prise *ad referendum*, et que jusque nouvelles instructions Bâle-ville et Bâle-campagne fussent pas admis en diète. La députation du Vallais a déclaré dès-lors qu'elle se voyait forcée de quitter la diète. Elle a dû quitter Zurich le 14. (*Constitutionnel*)

—On écrit de Berlin, le 11, qu'il ne peut pas être question de diminuer les droits dont les juifs ont joui jusqu'à ce jour, attendu que l'acte de la confédération allemande, dans son art. 16, à la rédaction duquel la Prusse a le plus contribué, renvoie le rapport des juifs à une loi future, qui doit servir pour toute la confédération, et prescrit de leur laisser jusqu'alors les droits dont ils jouissaient dans les divers états, au moment de la signature de l'acte de la confédération, le grand duché de Posen et la province de Prusse, n'appartenant pas à la confédération, ne sont pas soumis à cette disposition. (*Gazette d'Augsbourg*)

PARIS, 22 mars.

On lit dans la *Gazette d'Augsbourg* les nouvelles suivantes de Constantinople, sous la date du 27 février :

"Si le bruit des armes ne se fait plus entendre, les négociations diplomatiques en sont d'autant plus vives. L'ami al Roussin a des conférences journalières avec les reis-effendi, et possède toute la confiance de la Porte. On voit rarement M. de Butenieff au palais. Il règne au divan une certaine anxiété qui précède généralement les événemens extraordinaires. L'ambassadeur français, comme on l'a annoncé dernièrement, a conclu avec la Porte une convention qui garantit l'inviolabilité de l'empire ottoman et le rétablissement de la paix. En voici à peu près la teneur :

"1o. Les hostilités entre les deux puissances belligérantes cesseront par terre et par mer;

"2o. Lorsqu'Ibrahim-Pacha aura reçu avis de la convention, il évacuera avec son armée cette partie de l'empire ottoman qui doit retourner au sultan après la conclusion de la paix, et qui sera soumise à sa souveraineté comme avant la guerre;

"3o. La flotte russe que la Porte a appelée, et qui s'est hâtée de venir à son secours, quittera les parages du Bosphore;

"4o. Méhémet-Ali recevra de la Porte les districts de St. Jean-d'Acre, Jérusalem et Tripoli;

"5o. Méhémet-Ali s'engage de son côté à reconnaître la souveraineté du sultan, à lui prêter serment de foi et hommage, et à obéir à ses ordres comme auparavant.

"6o. La Porte facilitera la retraite de l'armée égyptienne par tous les moyens de son pouvoir;

"7o. Le gouvernement français s'engage à employer toute son influence pour amener entre la Porte et Méhémet-Ali un traité qui assure la paix, et dans lequel les conditions précédentes, satisfaisantes pour la Porte, seront adoptées par les deux parties et garanti par la France.

"Telle est à peu près la substance de la convention signée, d'un côté, par l'amiral Roussin, et de l'autre par le reis-effendi. Depuis ce moment on reprend courage; la capitale paraît calme et les hostilités ont à peu près cessé. D'après tout ce que l'on dit, le gouvernement français paraît agir de concert avec Méhémet-Ali. Ce dernier vous a jusqu'à ce jour investi de toute la Syrie; mais d'après les articles cités ci-dessus, il se contenterait d'une faible partie de cette province. Si le plénipotentiaire d'une puissance n'agissait pas de concert avec Méhémet, il ne croirait pas se compromettre au Caire, et de voir rejeter les conditions qu'il a stipulées ici; ce qui amènerait de sérieuses collisions entre Méhémet-Ali et le cabinet des Tuileries; car l'amiral Roussin a formellement garanti à la Porte l'acceptation des points stipulés.

"Le chargé d'affaires anglais a approuvé les démarches de l'ambassadeur français, et est intervenu sérieusement auprès de la Porte, pour lui faire accepter cette convention. L'intérieure a Kutchen, M. d'Ottenfels, doit avoir proviso rement donné son [illegible] par le baron de Stürmer, mais il restera ici jusqu'à la conclusion des négociations avec Méhémet-Ali."

En regard de ces nouvelles de la *Gazette d'Augsbourg*, nous plaçons celles qui nous parviennent dans le *Journal de Francfort* que nous recevons par voie extraordinaire. On y lit ce qui suit sous la rubrique de Vienne, 13 mars:

"Nos fonds publics sont tombés aujourd'hui à la suite du bruit qui s'est répandu qu'un corps de mille russes avait passé le Balkan pour aller au secours du sultan à Constantinople. On ne devait pas s'attendre à cette baisse, attendu que nos spéculateurs ne peuvent pas ignorer que les affaires d'Orient sont terminées au moyen du traité de paix qui a été conclu."

Notre correspondance de Francfort nous mande ce qui suit, sous la date du 18 mars:

"Depuis ce matin la Bourse est vivement agitée; en voici la raison:

"Le courrier est arrivé de Vienne dans la soirée d'hier, avec la nouvelle que le cours des fonds publics avait baissé dans cette capitale, le 13 de ce mois, d'à peu près un pour cent. Aussitôt on affirma que c'était parce qu'on savait d'une manière positive que les Russes venaient de franchir le Balkan. On alla aux renseignemens chez M. Rothschild qui avait reçu le courrier. La réponse ne fut pas de nature à rassurer les esprits, car si elle démentait la prétendue nouvelle du passage du Balkan par les Russes, elle portait que la baisse, à Vienne, avait été occasionnée par la nouvelle du débarquement effectué par les Russes près de Constantinople.

"Deux autres courriers de Vienne sont arrivés dans la journée d'aujourd'hui. Ils ont apporté la cote du 14. La baisse avait continué. On en conclut que la nouvelle de la veille s'était confirmée; au moins on y croit à notre Bourse. De sorte que les fonds ont fléchi de plus d'un pour cent, malgré les lettres d'Amsterdam qui sont d'une teneur assez favorable, et sur lesquelles se règlent ordinairement, à l'époque actuelle, les opérations de nos spéculateurs."

—*On écrit de Bordeaux, 19 mars, à 2 heures du soir :*

"Un courrier de cabinet espagnol a traversé ce matin Bordeaux; il est, assure-t-on, porteur du décret de destitution des *trois ministres* et de leur remplacement par le général Morillo, San Martin et San Fernando; ces derniers, tout-à-fait dans les *intérêts* de la reine, vont marcher dans la voie des *réformes* et du *progrès*: ce sont du moins les vues qu'on leur suppose."

—*On lit dans le Garde National de Marseille :*

"Une fourmilière de saint-simoniens nomades vient d'envahir Marseille : leur costume bizarre, leurs prédictions de cabarets et de cafés, l'ostention de leurs promenades de cassolettes, des huées, quelques applaudissemens sont devenus le triste cortége des sectaires du père Enfantin. Dans plusieurs quartiers le fanatisme et l'intolérance les ont accueillis par des menaces, et, dit-on, des voies de fait. Nous profitons de cette occasion pour engager l'autorité à ne pas souffrir que les saint-simoniens soient insultés et menacés dans les rues, mais nous espérons aussi qu'elle ne tolérera pas qu'ils s'écartent du respect dû aux lois et à la tranquillité publique."

—La version du *Sémaphore* est de la teneur suivante :

"Deux apôtres saint-simoniens sont arrivés hier dans nos murs pour se joindre à cinq de leurs co-religionnaires qui y étaient depuis quelques jours. Leur passage a été partout accompagné par une foule immense de spectateurs. Quelques huées et de nombreuses acclamations les ont accueillis; les premières ont été instantanément comprimées par l'indignation de tous les autres spectateurs."

—On lit dans le *Journal du Commerce de Lyon*, du 14 mars:

"Des voyageurs, arrivés avant hier à Lyon, nous apprennent qu'une diligence du Midi, qui se rendait dans cette ville, a été deux jours auparavant totalement incendiée, aux environs de Montélimart, par suite de l'imprudence d'une personne qui fumait sur l'impériale. La violence du vent était telle que le feu s'est propagé avec une promptitude *extrême*, et qu'il a été impossible de rien sauver de ce que contenait la voiture, à laquelle il n'a pu être fêtes eux-mêmes du près, l'ayant entraînée avec la rapidité de l'éclair. C'est à peine si les voyageurs ont eu le temps de mettre pied à terre. Un événement aussi déplorable fera sans doute, comprendre combien il est dangereux de fumer dans les voitures publiques, ce qui arrive fréquemment surtout aux conducteurs, dont l'imprudence peut à cet égard, être taxée punissable."

AVIS.—Les soussignés, membres de la Bourse de la Louisiane, ont l'honneur de prévenir leurs confrères que la Bourse sera fermée aujourd'hui le 18 de ce mois qui avait été désignée par délibération des membres de la Bourse de la Louisiane, pour la célébration de l'acte de la législature qui autorise l'établissement d'Agriculture de la Louisiane, approuvé le 17 mars 1833, aura lieu à la dite banque, samedi prochain, 1 0 heures après-midi. On espère que les actionnaires qui leurs représentants ne manqueront pas de se rassembler au jour et à l'heure indiqués.

Par ordre,

LUCIUS C. D[illegible]AN, secrétaire.

23 mai—3

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Orleans, Fowler, New-York; W G Hewes.
Navire Edward Bonaffee, Mierckin, Baltimore, Whitall, Jsudon, & co.
Navire Carolinian, Marks, Philadelphie, Whitall, Jourdan et co.
Barque Mary, Tucker, Liverpool, W Alderson.
Brick Centurion, Snow, Boston, A Dyore.
Brick Rising States, Carpenter, Providence, L'H Gale.
Brick George Washington, Fowler, Havane, J Webb.
Brick Suzan & Sarah, Remington, Providence, L. H. Gale.
Goël. Voladora, Cares, Campêche, J Pratz.
Goël, Mary-Ann, Lambert, Aranzas, T Toby et co.
Goël, Cora Ann, Elderkin, Mobile, capitaine.

ARRIVES.

Navire Plato, Collagan, de Liverpool.
Navire Hermitage, Churchil, Boston.
Brick Moscow, Nerris, Thomastown.
Goël. Bien Aparacida, Villafruda, de Matanzas.
Goëlette Eagle, Sanchez, Matanzas.
Bateau à vapeur Columbia, Laurent, Bayou Sarah.
Bateau à vapeur Lancaster, Hinkle, de St.-Martinville.

Bureau de la Compagnie du Chemin-à-Coulisses de Carrollton de la Nouvelle-Orléans,—29 avril 1833.

LA compagnie a transporté son bureau au No. 19, rue du Camp, où les souscriptions au fond capital de la dite compagnie seront reçues conformément à la 9e. section de la Charte,) tous les jours, les dimanches exceptés, jusqu'au 29 juin inclusivement.

Par ordre des Commissaires,

24 mai L. F. GENDRES, sect.

GLACES & SORBETS.

LE soussigné a l'honneur d'informer les Dames et Messieurs de la Nouvelle-Orléans, qu'il partir de dimanche prochain, 27 courant, on trouvera dans son nouvel établissement rue Bourbon, entre Orléans et St. Anne, des GLACES ET SORBETS aux fruits, à la crême et préparées à cet effet.

Il ose espérer que la manière avantageuse avec laquelle il s'est fait connaître pendant onze ans dans cette partie et le soin qu'il apportera à n'avoir chez lui que d'excellentes rafraichissements, attireront le public dans son établissement.

24 mai—15 EDOUARD SERREAU.

DEMANDE de Coton. A. J. de ATOCHA, 24 mai rue St. Louis.

TRAITES sur New-York, Paris et Charleston, ces dernières de 1 à 60 jours de vue.

24 mai THEOD. NICOLET & CO.

VINS—Malaga doux et sec, en quarts et en b's. indiens; pes et en barils, dont une partie à droit au drawback, à vendre par

24 mai LINCOLN & GREEN.

DEMANDE DE COMMIS.

ON a besoin d'un jeune homme intelligent et bien recommandé, pourrait trouver une place au No. 13, rue de la vieille Levée.

24 mai.

A VENDRE OU A LOUER.—Deux négresses, bonnes domestiques l'une des deux est bonne cuisinière, s'adresser à

24 mai J. et J. DARAMOND.

ETAT DE LA LOUISIANE.—*Cour de Paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.*—Présent l'honorable Ch. Maurian, juge.—*John P. Phelan contre ses créanciers.*—Sur lecture et enrégistrement de la pétition et du tableau de distribution y annexé, il est ordonné que toutes personnes y intéressées aient à déduire le dit tableau ne serait pas homologué et les fonds disponibles en conséquence.

Par ordre de la cour.

21 mai—4 2ps F. BUISSON, *dep. greffier*

SUCRE BLANC de la Havane, à un escalin la livre ;

Beau et bon Café, à un escalin la livre ;

Beau et bon Thé, à un escalin la livre ;

Bon Vin à 4 escalins le gallon, Rum imitation Jamaique à 4 escalins le gallon ; on ne vend pas moins de 2 gallons à la fois ;

Liqueurs de la Martinique, vieux vins pour les malades; Champagne, Grave, Frontignan, &c.

Plomb, poudre, fusils de chasse, balles, pistolets, canons, vieille eau-de-cologne, eliquatiller-de tout genre et véritable remède de Le Roy, tant liquide qu'en pilules, au magasin.

24 mai D'ANT. MICHOUD, ancienne Levée et Ursulines.

Gilbert Vance et. P. Colfax.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par Phop. J. Bermudez, juge ordinaire de la cour de cité, j'exposerai en vente, lundi 10 juin, à 5 heures, au Principal, diverses parties d'épicerie, consistant en tonneaux d'apparat avec le contenu, une quantité de cornichon, du tabac, des boites contenant du thé, une quantité de bards de vilee, des cigarres, de bouteilles vides, des balances, des ballais, un pupitre, &c., saisis dans l'office ci-dessus.

21 mai L. DAUNOY, marshal.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Jeudi 30 mai 1833, à 5 heures de l'après-midi, il sera vendu devant mon bureau, en effets ci-dessous appartenant à la succession de feu Peter A. Dejarnatt.

Conditions de la vente : Comptant.

Par ordre de la cour.

21 mai W. F. C. DUPLESSIS, *régister.*

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Jeudi, 27 juin 1833, à midi, j'exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu John C. Wallace, un esclave nommé Douglass.

Conditions de la vente : six mois de crédit, en un billet endossé à satisfaction et portant hypothèque spéciale.

Par ordre de la cour.

24 mai W. F. C. DUPLESSIS, *régister.*

COUR DES PREUVES.—Vente par le Régister des Testaments.—Jeudi, 23 juin 1833, à midi, j'exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu Isaac Baldwin, la propriété ci-après décrite, savoir :

Un demi-terrain formant l'encoignure ouest des rues du Canal et Carondelet, mesurant environ 30 pieds de face à la rue du Canal, sur environ 122 pieds 3 pouces de profondeur et face à la rue Carondelet, ensemble les améliorations et matériaux qui s'y trouvent ; la dite propriété vendue sujette à un contrat pour bâtir une maison, fait par le défunt et M. Twogood, l'acquéreur prenant le dit contrat comme partie de la vente, comme s'il avait été fait originairement par l'entrepreneur et lui, dit acquéreur, en remplacement de celui de la succession du dit défunt ne soit pas tenue de payer au dit Twogood aucunes charges, dépenses ou dommages résultant du dit contrat, soit pour ouvrage fait, matériaux fournis, ou autrement. On pourra voir le plan de la bâtisse et signature de la nature du contrat en s'adressant à l'entrepreneur M. Twogood.

Conditions de la vente : La susdite propriété payable à un crédit d'un, deux et trois ans, à dater du 9 mars passé, en billets endossés à satisfaction, et portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

N. B. Les actes de vente seront passés pardevant Wm. Christy, notaire public, aux frais des acquéreurs.

Par ordre de la cour,

24 mai W. F. C. DUPLESSIS, Rég.

BRODEQUINS ET SOULIEES.

REÇUS directement des manufactures, et à vendre à 25 pour cent au-dessous du prix ordinaire, par

J. C. AYER,

Rue de la vieille Levée, No. 49, près des Magasins bleus.

23 mai.

RÉCU dernièrement de France, 40,000 sangsues de choix, 200 onces sulfate de quinine, 2 livres sulfate de morphine, 2 livres acétate, dû. à vendre par

BONNABEL, pharmacien,

23 mai rue Tchoupitoulas.

$20 DE RECOMPENSE.

JEANNE BUTLER ou ROSINE, grisonne, âgée d'environ 20 ans, taille d'environ 5 pieds anglais; elle a trois marques noires sur l'une des joues, nez pointu, un petit bouton sur l'une des paupières; petits pieds, petites mains, ne parlant qu'anglais et avec beaucoup de vivacité. Lorsqu'elle s'est absentée elle était sans souliers et portant une robe de cotonnade bleue et un tablier de guingham rayé jaune; elle avait sur la tête un madras à larges raies rouges et blanches.

Elle est partie mardi matin, avec sa fille âgée de 11 mois; jolie, presque blanche, yeux bleus, cheveux blonds ; elle portait une robe jaune et un tablier blanc.

Les vingt piastres seront données à qui ramènera la mère et l'enfant au bureau de cette feuille.

23 mai—3

GRENADIERS,

LA compagnie prendra les armes dimanche 2 juin prochain, à 8½ heures précises du matin, et se réunira au lieu ordinaire du rassemblement en bonne tenue, vestes et pantalons blancs : les boutons de la veste plein. Les membres sont invités à ne pas y manquer, pour affaires importantes.

Par ordre du capitaine,

22 mai B. DUPERAIN, *serg. major.*

AVIS.—Comme associé survivant de la société autrefois existante sous la raison de P. Conolly et fils, je suis seul autorisé à faire la collection des dettes dues à la dite société, et à la clôre; en conséquence je préviens tous ceux qui peuvent devoir, de s'abstenir de payer à tout autre qu'à moi.

22 mai—6 FELIX CONOLLY.

A VENDRE—15,000 pieds d'acajou de St. Domingue, (1ère. qualité,) par billes, madriers, planches ou [illegible], s'adresser à AUGUSTE DOUCE,

23 mai—6 rue Royale, No. 267.

MESSIEURS *J. & P. DARAMON* reçoivent par le Nashville 200 douz. couchoirs batiste de toutes sortes, cassones et florelles, broderie de Paris, robes en bolinet, do. 2 balles étamines superfines; 4 caisses toiles crées.

23 mai.

ON demande de suite un jeune homme qui puisse donner des renseignemens sur ses moyens. S'en savoir s'adresser rue St. Louis, No. 10.

22 mai.

Amusements.

Théatre d'Orléans.

DIMANCHE, 26 MAI 1833.

Une première représentation des deux derniers actes de

ŒDIPE A COLONE,

Grand opéra du théatre du grand opéra, musique de Sauvinet.

Suivi de la dernière représentation de

UNE FAUTE,

Comédie vaudeville en 2 actes, de M. Scribe.

[illegible]VILLE.

[illegible] vapeur POWHATAN, [illegible]pit. G. Young, ayant une [illegible] de son chargement prêt [illegible] à bord, partira sous peu. [illegible]mens, s'adresser à bord, ou à [illegible] ayant de beaux emménagemens.

TOURNE et BECKWITH,

Vicksburg, Mississippi, Randolph, &c. 24 mai.

POUR BORDEAUX.

Le [illegible] du voilier BIEN-AIMABLE-MARIE, capit. [illegible], partira pour la rade du port le 23 mai, et peut [illegible] encore [illegible] d'adresser à bord, [illegible] C. Mi, ou à

23 mai P. E. & O. SORÉ, rue Royale No. 119.

AVIS.—La société qui existait [illegible] entre les soussignés, sous la raison de [illegible]. Oakey & Cie, est dissoute ; S. W. Oakey [illegible] pour régler les affaires de la dite société. Il continuera [illegible] à la Nouvelle-Orléans pour son propre compte.

S. W. OAKEY,

P. R. STARR, par son procuration S. W. Oakey.

23 mai—10

BANQUE DE LA CITE,

Nouvelle-Orléans, 20 mai 1833.

TRAITES sur New-York, Philadelphie, Baton-Rouge et Natchitoches, en vente.

21 mai H. LAVERGNE, caissier.

DOMESTIQUE.

ON demande à louer un nègre ou un mulâtre, bien au fait du service et d'une bonne conduite pour [illegible]. On préférerait un mulâtre, s'adresser à

Mr. GRAVIER, rue Royale,

21 mai au coin de la rue St. Philippe.

AUGUSTE BALLOU[illegible]T, avantageusement connu en cette ville, [illegible] devant disposer de quelques heures dans la journée, s'offre à donner à domicile des leçons de MUSIQUE, vocale et de PIANO. S'adresser rue d'Orléans, No. 12. 20 mai—3

100 barriques SUCRE, en débarquement au [illegible] à vapeur Vermillion, et à vendre par

20 mai GRAY, DURRIVE & Co. 98, Nlle. Levée

A VENDRE, 200 pièces Toile d'emballage du [illegible] et 40 rouleaux Sacks, s'adresser à

20 mai DUBERTRAND et LEGENDRE, rue St. Louis, No. 126.

AVIS.—La société verbale qui existait entre *Samuel Henry* et *Jean Louis Jonau*, est dissoute d'un commun accord à partir de ce jour, F. Henry continue seul les affaires.

F. HENRY.

20 mai—3 J. L. JONAU.

ARROW ROOT DE BERMUDE—500 livres, reçues à vendre par DUCONGE & PEYCHAUD, 17 mai rue de Chartres, No. 89

HUILE DE PALMACHRIST ET CIRE 7 barils d'huile de palmachristi et 1500 livres de cire en vente chez

17 mai GRAY, DURRIVE & Co.

EN débarquement et à vendre par les soussignés, 35 barils graines de lin fraiche.

4 mai H. BONNABEL & FRERE.

PAR LE JUGE J. M. HARANG.

VENDREDI, 24 mai 1833, depuis dix heures du matin, seront vendues sur l'habitation de M. Louis Céraire Le Breton Desbarelles, dans la paroisse St. Barson, rive droite du Mississippi, à environ sept mille au dessus de la Nouvelle-Orléans, les parcelles de terre ci-après décrites, appartenant au dit St. Le Breton Desbarelles.

UNE HABITATION

de neuf arpens de large sur quatre-vingts arpens de profondeur, bornée d'un côté par l'habitation de Mr. Lucien Lantarnier, de l'autre côté par l'habitation de Mme. veuve Marie Fazende, sur laquelle se trouvent deux maisons de maître et plusieurs autres édifices.

UNE TERRE

de neuf arpens de face sur quarante arpens de profondeur, bornée d'un côté par la propriété de Mme. Veuve Alexis St. Amant, et de l'autre côté par celle de M. Camille Zeringue.

UNE TERRE

située sur le bord du lac Ouachi ou Salvador, connue sous le nom de Pagnie de Chenes, ayant vingt arpens de face sur trois de profondeur.

SOIXANTE ESCLAVES,

hommes acclimatés, et la plupart femmes aux travaux d'habitation—Il y a plusieurs ouvriers et quelques domestiques.

UNE MACHINE A VAPEUR COMPLETE,

neuve, très bien conditionnée, avec un moulin à sucre.

Quelques chaudières à sucre, bacs à vin de cuivre, citerne, &c.

Vingt et un chevaux,

Soixante huit bœufs,

Deux Calaths,

Des charrettes, chars, brouettes, et une quantité d'instrumens aratoires.

226 ACTIONS de l'Association Consolidée.

CONDITIONS.

Les terres sur le Bayou, à un, deux, trois et quatre ans de crédit.

La terre située sur le bord du lac Ouachi, à un et deux ans de terme.

La machine à vapeur à un an. Les esclaves à 1 et 2 ans.

Les chevaux, bœufs, chalans, charrettes et instrumens aratoires, comptant, jusqu'à cent piastres, et à vingt jours de terme pour toute somme excédant cent piastres.

La prime sur les actions à six mois de terme.

Les acquéreurs seront tenus de fournir des billets endossés à la satisfaction de la direction de l'Association Consolidée pour toutes les acquisitions faites à terme. Tous billets qui ne seront payés à l'échéance porteront intérêt pour cent d'un 6 et 7 cent donnés en paiement de terres ou d'esclaves, seront identifiés avec les actes, et les terres et esclaves resteront hypothéqués jusqu'à parfait paiement.

Les deux terres sur le Bayou sont très élevées et cultivables jusqu'à un profond[illegible] considérable, elles sont dans un situat on que offre de grands avantages pour divers rapports de la position est très favorable pour l'établissement de jardins, c'est près de bois de chauffages pour les besoins à vapeur, et de bon mais[illegible]rie. Elles se vendent en plusieurs lots. La proximité du chemin à coulisses de Carrollton (habitation de Macarty) et du lac augmentera infailliblement la valeur. On se convaincra facilement en allant sur les lieux, qu'il n'y a pas d'exagération dans ces termes ci-dessus.

Sur la terre du lac Ouachi, il existe un assez considérable de coq illes.

Le pont de l'habitation [illegible] y aura deux bons esquifs en face de la susdite habitation, même au bord de la Nouvelle Orléans, pour les personnes qui passeront de ce côté.

3 mai—6

QUARTIER-GENERAL, 1ERE. DIVISION, Nouvelles-Orléans, 27 avril 1833.

ORDRE

LE colonel J. W. JUSTAMOND ayant été duement élu au grade de Brigadier Général de la 1ère. brigade de la milice de la Louisiane, devra être obéi et respecté en conséquence.

11 mai PIERRE LACOSTE, maj. général.

AVIS—A. L. PLOUGH, *Dentiste*, continuera sa profession durant l'été, à sa résidence rue St. Charles, No. 7, trois portes après la rue du Canal.

14 mai—4

TOUTES personnes ayant des réclamations contre la succession de feu Isaac Baldwin sont priées de les présenter, et ceux qui lui doivent sont aussi priés de solder leur compte.

14 mai—10 ELIZA BALDWIN, exécutrice.

A LOUER.—La maison située rue du Canal, No. 57, jusqu'au 1er. novembre prochain, prendre possession immédiatement, s'adresser à

13 mai I. OGDEN & CO.

SANGSUES reçues de Nantes, par la Cécilia et à vendre par

11 mai DUCONGE & PEYCHAUD, rue de Chartres, No. 89.

2000 LIVRES Orge Perlé, bien frais et en barils bien conditionnés, en débarquement et à vendre par

11 mai DUCONGE et PEYCHAUD, rue de Chartres, No. 89.

SEL DES ILES TURQUES en vente—La cargaison entière du brick *Général Grant* consistant en 2,500 boisseaux. S'adresser à

10 mai THOMSON et GRANT rue de la Levée No. 41

LETTRES DE CHANGE sur Paris, à vendre par

10 mai I. OGDEN & CO.

TRAITES sur Paris, Bordeaux et Marseille, à vendre par

3 avril JULES LE BLANC, rue Royale, No. 103.

A VENDRE au bassin, par les soussignés, briques à feu de Pensacole, de 1ère. qualité, bois de charpente; bois de chauffage, do. de pin, chatbon, sables blancs, cequilles, brai et goudron.

28 mars GUESNARD & ALPUENTE

ARDOISES, A VENDRE—2,200 Ardoises de dites de Duchesne, 2600 dito petites, 1000 dites petites contenues, en déchargement du Wm. Shank, et en vente chez

26 avril THEOD. NICOLET & Co.

TRAITES sur New-York et Philadelphie, à vendre par

11 mai JOHN HAGAN & CO.

BELLES PROPRIETES A VENDRE.

LE soussigné désirant donner tout son tem